

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 21617**

Intitulé

MASTER : MASTER Master à finalité professionnelle Domaine : Droit, Économie, Gestion Mention : « Droit économique et des affaires »

Spécialité : « Juriste d'affaires »

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Ministère chargé de l'enseignement supérieur, Université Nice Sophia Antipolis	Président de l'université Nice Sophia Antipolis, Recteur de l'académie de Nice

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le Master II de Droit économique et des affaires, Spécialité « Juriste d'affaires » forme des juristes de haut niveau capables de travailler au sein de la direction juridique d'une entreprise ou d'une administration, comme au sein d'un cabinet d'avocat. La nature « généraliste » de la formation fait des diplômés des juristes polyvalents, capables de travailler dans n'importe quel domaine du Droit des affaires. Les titulaires du diplôme maîtrisent l'ensemble des connaissances techniques relevant du champ du Droit des affaires.

La personne diplômée peut exercer les activités suivantes :

Conseiller juridiquement une entreprise, un commerçant, artisan

Assister un avocat,

Assister la mise en oeuvre de projets,

Travailler au sein du service juridique d'une banque,

Analyser les principaux risques juridiques d'une activité, d'un projet

Vérifier la faisabilité de projets

Aider à la préparation d'un dossier en vue d'une plaidoirie

Aider à la préparation d'une négociation avec les clients

Concevoir un contrat nécessaire à une activité économique

Dialoguer de façon compétente avec les clients

Assister et participer à une négociation

Procéder à la veille juridique et mettre à jour des actes ou formulaire

Rédiger et vérifier un acte juridique

Analyser un contrat en anglais

Rédiger les principales clauses d'un contrat en anglais

Analyser une situation concrète et identifier les risques juridiques associés

Rédiger une consultation juridique

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Tous les types d'entreprises (PME, grands groupes, fonction publique, collectivités territoriales, professions libérales) et tous les secteurs professionnels sont concernés par les activités visées.

Quelques exemples seront ici donnés à titre indicatif de structures et organisations concernées :

Entreprises de transports de personnes et de marchandises

Entreprises de distribution

Banques

Assurances

Professions indépendantes

Industries de production de biens et de services

Entreprises liées au tourisme

Les titulaires du diplôme peuvent exercer dans les emplois suivants :

Avocat

Juriste en entreprise privée ou publique

Juriste en collectivité publique, territoriale ou administration

Juriste de banque

Juriste d'assurance

Administrateurs et mandataires judiciaires

Greffes des tribunaux de commerce

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

H1102 : Management et ingénierie d'affaires

M1402 : Conseil en organisation et management d'entreprise

Réglementation d'activités :

L'activité d'avocat est soumise à l'obtention du CAPA (Certificat d'aptitude à la profession d'avocat).

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les composantes de la certification sont les Unités d'Enseignements décrites dans la liste ci-après.

Ces unités peuvent être acquises par la formation ou la validation des acquis (VAE)

Le master se compose de deux semestres de master 1 et deux semestres de master 2.

La formation du MII se déroule dans le cadre des UE suivantes :

UE1 Socle commun (Technique contractuelle, Anglais des affaires, Contentieux des affaires)

UE2 Cours obligatoires (Droit des sociétés approfondi, Droit de l'entreprise en difficulté, Droit de la distribution, Propriétés Intellectuelles.

UE3 3 options à choisir (Droit des assurances, droit pénal des affaires, droit des investissements internationaux, parcours droit social...)

UE4 Initiation à la recherche

UE 5 Stage et Mémoire

Les UE 1 et 2 font l'objet d'un contrôle sous forme d'un examen écrit.

Les UE 3 et 4 font l'objet d'un contrôle sous forme d'un examen écrit, oral ou de notation continue.

Le stage tient une place fondamentale dans la formation. Il s'agit d'un stage obligatoire de 3 mois minimum à 6 mois. Ceci permet une formation professionnelle et un stage abouti favorables à une embauche. Le stage peut se faire en France ou à l'étranger. L'année se termine par la soutenance d'un mémoire de recherche, sur un sujet pratique lié au stage, qui permet l'analyse en profondeur d'une question de droit actuelle.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Le jury est composé d'enseignants chercheurs, d'enseignants, de chercheurs ou de personnels qualifiés ayant contribué aux enseignements ou choisis en raison de leur compétence sur proposition des personnels chargés de l'enseignement.
En contrat d'apprentissage	X	Si l'ingénierie pédagogique le permet.
Après un parcours de formation continue	X	Idem statut d'étudiant
En contrat de professionnalisation	X	Idem statut d'étudiant
Par candidature individuelle	X	Possible pour tout ou partie du diplôme par VES ou VAP.
Par expérience dispositif VAE	X	Le jury est composé d'enseignants - chercheurs et professionnels.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
	Diplôme Master M2 Droit économique et des affaires spécialité Juriste d'affaires délocalisé au Maroc à Mundiapolis à Casablanca. L'université assure 50% des enseignements et participe aux jurys de recrutements et diverses soutenances. Les jurys de délibération sont faits à Nice. Accord entre l'Université et Mundiapolis depuis 2009 et régulièrement mis à jour et signé par les deux partenaires

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Habilitation n° 20045185

Arrêté ministériel du 12/09/2008 Master Droit économique et des affaires

Arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux habilitations de l'Université de Nice à délivrer les diplômes nationaux n° **20080939**

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Le décret N°2013-756 du 19/08/2013 articles R.613-33 à R.613-37.

Références autres :**Pour plus d'informations****Statistiques :**

Statistiques d'insertion disponibles auprès de l'observatoire de la vie étudiante (UNICEPRO~OVE).

<http://unice.fr/unicepro/enquetes-et-statistiques>

Autres sources d'information :

[Université de Nice Sophia-Antipolis](#)

Lieu(x) de certification :

Université Nice Sophia Antipolis : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [NICE]

Faculté de droit et science politique de Nice

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Université de Nice Sophia-Antipolis, Faculté de droit et science politique de Nice

Historique de la certification :

Création du Master II Juriste d'entreprise en 2004.

Changement de l'intitulé du MII Juriste d'entreprise en MII Juriste d'affaires 2012.

Certification précédente : Master Domaine : " Droit-Economie-Gestion " - Mention : " Droit Economique et des Affaires" spécialité "Juriste d'Entreprise" (Master à finalité Professionnelle)